

LETTRE OUVERTE AUX CANDIDATS ELECTIONS EUROPEENNES 26 MAI 2019

Le Mouvement pour l'Économie Solidaire, membre du RIPESS Europe et contributeur à la lettre ouverte aux candidat.es aux élections européennes, souhaite interpeller les futur.es député.es européen.e.s sur dix points essentiels.

Le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS) réunit en Europe des réseaux nationaux et territoriaux et porte une vision transformatrice à 360° : Économique et Écologique, Démocratique, Sociale et Sociétale. Nous nous engageons pour un changement d'imaginaire et dans des pratiques économiques:

qui réhabilitent la coopération, la solidarité et l'équité en rupture avec la compétition effrénée,

qui placent l'émancipation des personnes, la citoyenneté économique et les droits humains comme principes supérieurs,

qui mettent un terme au gaspillage des ressources, à l'utilisation inconsidérée de polluants, à la recherche excessive de profits.

Les élections européennes auront lieu le 26 mai 2019. Prenons en considération l'article 3 du Traité Européen, notamment ses paragraphes 1, 2 et 3 : «1. L'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples. Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale, et la solidarité entre les États ».

Ce nouveau Parlement devra faire face sans conteste à une situation très dégradée au sein de l'Union Européenne, et dans le monde : accélération des menaces climatiques, disparitions d'espèces animales, dégradations des conditions de vie, phénomènes migratoires. Plus encore, la multiplication de régimes politiques autoritaires est devenue flagrante, face à l'aspiration croissante des peuples à accéder à leurs droits fondamentaux. Sous l'effet de ces délitements, l'Europe est menacée d'implosion, tant l'idéal européen de cohésion pacifique des peuples a perdu son crédit auprès de ceux et celles vivant une précarité grandissante, induite par un système économique mondialisé aveugle.

Face à cette situation, les citoyen.nes européen.es s'organisent, proposent des solutions adaptées et inventent une économie de proximité, sociale et solidaire, respectueuse des biotopes, soucieuse de justice sociale et du bien commun. Ils et elles suscitent la concertation avec les institutions, les entreprises et les élu.es locaux. Ce modèle solidaire, en forte expansion en Europe et dans le monde, permet de créer une économie utile au bien-être de nos sociétés, alliant producteurs et productrices et consommateurs et consommatrices. Il contribue fortement à la cohésion des territoires, à préserver les ressources grâce à une utilisation intelligente de celles-ci.

Ce nouveau parlement doit considérer que les électeurs et électrices européen.nes demandent à être consulté.es en amont et devenir parties prenantes actives des orientations, lois et règles qui les concernent et influent sur la paix dans le monde et l'avenir de la planète.

Nous vous demandons de vous positionner sur les dix points suivants :

- 1. Il est fondamental d'emprunter la voie d'une économie plus éthique, responsable et solidaire** dans laquelle l'économie sociale et solidaire soit reconnue à part entière comme modèle économique exemplaire, porteur de bien vivre et de paix au sein de l'Europe. De même, de manière transversale au sein des politiques sectorielles, il vous est demandé de construire et voter les lois nécessaires pour ce faire.
- 2. Une agriculture nourricière respectueuse des sols, de l'air et de l'eau**, éliminant l'usage d'intrants toxiques à impact dangereux pour la santé des humains et les espèces vivantes et favorisant des revenus décents aux exploitations agricoles de petite et moyenne taille par le développement de circuits courts alimentaires, tracés et approuvés par les consommateurs et consommatrices et producteurs et productrices.
- 3. Des infrastructures de transport bas carbone**, réparties de manière équilibrée sur les territoires en réhabilitant en particulier le transport ferroviaire et fluvial, les transports publics et les formes de transport partagé.
- 4. Une politique de développement des énergies renouvelables** induisant une production de biens et services éco-conçus, solidaires et durables, rompant avec celles désormais obsolètes parce que nuisibles pour le climat et dangereuses (nucléaire, énergies fossiles).
- 5. Un socle européen des droits sociaux ambitieux et protecteurs** (retraite, maladie, droits au chômage, formation...), que les directives européennes doivent pleinement garantir, suite au Sommet Social de Göteborg (16-18 Novembre 2017). Il s'agit aussi de couper court au dumping fiscal et social délétère pour les pays dont les entreprises se déplacent vers d'autres pays de la communauté en maintenant des conditions de travail insupportables (voir la contribution du RIPESS Europe: <https://bit.ly/2RPlvWc>). Cela doit inclure la reconnaissance et la construction des droits culturels en Europe, en cohérence avec la déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la déclaration sur la diversité culturelle de Fribourg et la Déclaration de l'Unesco sur la diversité culturelle,
- 6. Un engagement continu contre toutes les formes de discrimination** à l'égard des appartenances de sexe, d'origine, de confession, par le développement d'une éducation marquée par une compréhension de notre commune appartenance à l'Humanité dont l'avenir dépend de notre solidarité et de notre coopération;
- 7. Une politique commune délibérée pour les droits humains, l'hospitalité et la citoyenneté économique en faveur des migrant.es**, qui opte pour un meilleur accueil des personnes dans le respect des conventions internationales pour la protection des droits de l'homme (conventions de l'ONU et principales conventions adoptées antérieurement par le Conseil de l'Europe, Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleur.es migrant.es et des membres de leur famille (ICRMW));
- 8. Un plan cohérent pour rétablir les conditions économiques des pays émetteurs de migrations au bénéfice des communautés locales**. Parallèlement, l'Union Européenne doit exercer des pressions sur les grandes entreprises quand le niveau de prédation sur les ressources dépasse les populations locales selon des procédés notoirement non éthiques en refusant de soutenir ces entreprises.
- 9. Un soutien à une éducation qui mette l'accent sur l'engagement citoyen**, la coopération plutôt que la compétition, une économie équitable, la prise de conscience écologique toutes orientations porteuses d'innovations de transition;
- 10. Un système financier réglementé, qui promeuve des finances publiques non spéculatives** au service de l'économie réelle et des communautés et une pluralité de systèmes alternatifs et complémentaires de monnaies sociales et locales, qui ne créent pas de dette mais favorisent un commerce équitable et le développement local.

L'ensemble de ces orientations est une nécessité. Leur mise en application se révélera extrêmement positive grâce à nous, grâce à vous si vous en êtes conscient.e et déterminé.e à la mettre en œuvre. Vous avez l'opportunité d'ouvrir l'avenir vers plus de justice sociale, de démocratie économique, de vigilance écologique. Le RIPESS Europe et ses membres soutiendront vos efforts et relaieront les déclarations d'intention qui iront dans ce sens et vous invitent à venir participer à la construction du **Forum Social Mondial des Économies Transformatrices à Barcelone en mai 2020**.

Paris, le 15 avril 2019,

Le Conseil d'Administration